

Cote du document: EB 2016/119/R.26  
Point de l'ordre du jour: 14 b) iv)  
Date: 9 novembre 2016  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

## Rapport du Président

Proposition de prêt à la République socialiste  
du Viet Nam pour le Projet d'appui aux petits  
agriculteurs commerciaux dans les provinces  
de B c Kan et de Cao B ng

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Henning Pedersen  
Chargé de programme de pays  
Division Asie et Pacifique  
téléphone: +84 914 616 488  
courriel: h.pedersen@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner  
Chef du  
Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2974  
courriel: gb\_office@ifad.org

Conseil d'administration – Cent dix-neuvième session  
Rome, 14-15 décembre 2016

---

Pour: Approbation

## Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	4
III. Exécution du projet	6
A. Approche	6
B. Cadre organisationnel	6
C. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
D. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	11
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	11

## Sigles et acronymes

APIF	Fonds de promotion des investissements dans le secteur de l'industrie agroalimentaire
BPCP	Bureau provincial de coordination du projet
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
CSSP	Projet d'appui aux petits agriculteurs commerciaux dans les provinces de B ́c Kan et de Cao B ́ng
GIC	Groupe d'intérêt commun
IMF	Institution de microfinance
MOP-PDSE	Planification participative du développement socioéconomique axé sur le marché
NTP-NRD	Programme national indicatif pour le nouveau développement rural
PDSE	Plan de développement socioéconomique
S&E	Suivi-évaluation
TREI	Taux de rentabilité économique interne
WDF	Fonds de développement pour la femme

## Carte de la zone du projet

République socialiste du Viet Nam

Projet d'appui aux petits agriculteurs commerciaux dans les provinces de Bac Kan et de Cao Bang



Source: FIDA; 16/08/2016

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## République socialiste du Viet Nam

### Projet d'appui aux petits agriculteurs commerciaux dans les provinces de B ́c Kan et de Cao B ́ng

#### Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur:</b>	Ministère des finances
<b>Organismes d'exécution:</b>	Comités populaires provinciaux
<b>Coût total du projet:</b>	74,3 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	42,5 millions d'USD
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Mixtes: délai de remboursement de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans, à un taux d'intérêt fixe de 1,25% et avec une commission de service de 0,75% l'an
<b>Montant du don du FIDA:</b>	0,5 million d'USD
<b>Contribution de l'emprunteur:</b>	20,6 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	10,7 millions d'USD
<b>Institution chargée de la préévaluation:</b>	FIDA
<b>Institution coopérante:</b>	Supervision directe par le FIDA

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République socialiste du Viet Nam pour le Projet d'appui aux petits agriculteurs commerciaux dans les provinces de B c Kan et de Cao B ng, telle qu'elle figure au paragraphe 39.

## Proposition de prêt à la République socialiste du Viet Nam pour le Projet d'appui aux petits agriculteurs commerciaux dans les provinces de B c Kan et de Cao B ng

### I. Contexte stratégique et justification

#### A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Depuis le lancement d'un programme de réformes économiques de grande ampleur appelé Doi Moi ("rénovation") en 1986, le Viet Nam connaît une croissance économique soutenue. Le produit intérieur brut a augmenté en moyenne de 7,2% par an au cours des 20 dernières années, entraînant une réduction rapide de la pauvreté et permettant à près de 30 millions de personnes de sortir de la pauvreté depuis les années 1990. Le Viet Nam a été classé dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en 2009 et a réalisé cinq des huit Objectifs du millénaire pour le développement en 2010. D'après le seuil de pauvreté plus élevé défini par le Bureau national de la statistique en 2014, 17,2% de la population sont désormais considérés comme vivant en dessous du seuil de pauvreté. Ces succès sont allés de pair avec des changements structurels dans l'économie. Entre 1990 et 2012, la contribution de l'agriculture au PIB a diminué de plus de 20%, à 18% en 2013. La proportion de la main-d'œuvre employée dans l'agriculture a suivi une évolution analogue, puisqu'elle est passée de plus de 80% dans les années 1990 à un pourcentage estimatif de 46,3% en 2014.
2. Malgré la transition en cours vers l'industrialisation, l'agriculture continue de jouer un rôle important en faveur du maintien de la stabilité économique du pays. Ces dernières années, les secteurs agricole et rural de l'économie ont connu une croissance solide, d'environ 4,5% par an, due à la libéralisation et à la participation du secteur privé. Toutefois, le développement de l'économie rurale est encore relativement lent, et sa pérennité est aléatoire dans de nombreux domaines en raison de l'insuffisance des liens avec les marchés, de l'accès limité aux services financiers et à la technologie en milieu rural, et des effets du changement climatique.
3. Dans les zones rurales, la pauvreté reste un problème chronique qui affecte les minorités ethniques de façon disproportionnée. Elle se concentre surtout dans les hautes terres du Nord-Est et du Nord-Ouest, la région côtière centrale et certaines parties des hauts plateaux du Centre. Bien que le développement économique ait amélioré les niveaux de vie dans les zones rurales, il a également contribué aux inégalités de revenus et à la dégradation de l'environnement. Malgré la progression du revenu par habitant dans les zones rurales, la lutte contre la pauvreté résiduelle est un défi persistant en raison de l'insuffisance des ressources, du manque d'éducation et de la mauvaise santé, particulièrement parmi les minorités ethniques, qui sont surreprésentées de manière disproportionnée au sein des populations rurales pauvres.

4. Le revenu moyen par habitant en zone rurale est inférieur à la moitié de celui des populations urbaines, mais le taux de pauvreté y est presque trois fois plus élevé. De nombreux ménages ruraux ne sont pas considérés comme pauvres, mais leur niveau de revenu se maintient juste au-dessus du seuil de pauvreté. Avec une épargne limitée ou nulle, sans appui de l'État, et dépendant presque exclusivement des ressources naturelles qu'elles prélèvent et de la production agricole de subsistance, ces populations sont vulnérables aux aléas de la vie, aux chocs climatiques et à la dégradation des terres et des ressources en eau. Les populations rurales consacrent environ 90% de leurs revenus aux dépenses de première nécessité. Elles tirent l'essentiel de leur revenu de l'agriculture, de la foresterie et de l'aquaculture, et de salaires obtenus grâce principalement à du travail manuel non qualifié. La province de B c K n, où 14,2% des ménages sont considérés comme pauvres et 9,4% comme quasiment pauvres et la province de Cao B ng, où 21,4% des ménages sont considérés comme pauvres et 10% comme quasiment pauvres, sont parmi les plus défavorisées du pays.

## B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

5. Le Projet d'appui aux petits agriculteurs commerciaux dans les provinces de B c Kan et de Cao B ng (CSSP) a été défini dans ses grandes lignes lors de l'élaboration du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2012-2017, et inclus dans la réserve de projets ayant obtenu l'agrément du gouvernement. Le financement du CSSP se compose d'un prêt de 42,5 millions d'USD et d'un don de 500 000 USD visant à reproduire à l'échelle nationale les approches appuyées par le FIDA par le biais du Programme national indicatif pour le nouveau développement rural (NTP-NRD) mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture et du développement rural. Un processus rigoureux de consultation, d'analyse et de conception participative a été mené avec les autorités locales, de la fin de 2014 à 2016, pour déterminer les domaines de changement et les zones d'intervention.
6. Le CSSP est en parfaite harmonie avec la Stratégie de développement socioéconomique 2016-2020 (SDSE) du gouvernement, le NTP-NRD, le Projet national indicatif pour la réduction durable de la pauvreté et le Projet national indicatif de réponse au changement climatique. Le CSSP a été conçu dans le droit fil des objectifs stratégiques de l'actuel COSOP, qui vise à: i) permettre aux provinces rurales pauvres de réaliser un développement rural impulsé par le marché et répondant aux intérêts des pauvres; ii) améliorer l'accès de la population rurale pauvre, en particulier des femmes, aux marchés des produits et du travail; et iii) renforcer la capacité d'adaptation au changement climatique des ménages ruraux pauvres. L'agriculture représente plus de 70% des emplois dans les provinces du projet. Il existe une demande importante du marché et des possibilités d'amélioration de la productivité et d'ajout de valeur dans les sous-secteurs de la foresterie, des produits forestiers non ligneux, de l'élevage, du gingembre, du canna, des fruits, du manioc et de l'arachide dans les deux provinces. Il est également possible de développer l'écotourisme.
7. Le CSSP s'appuie sur deux initiatives financées par le FIDA: Le Programme de développement des entreprises en collaboration avec les ruraux pauvres et la Projet relatif à des partenariats pour le développement de l'agroforesterie en faveur des pauvres, qui ont pris fin en 2013 et 2015, respectivement. L'un et l'autre ont été jugés "réussis" au vu de la forte baisse des niveaux de pauvreté des ménages, de l'adoption de stratégies globales pour améliorer la productivité, de l'intégration d'une stratégie globale de décentralisation et d'autonomisation des communautés (Cao B ng), du renforcement de la production agricole et de l'accès aux marchés rendus possibles par le développement des infrastructures et du renforcement des filières agricoles (B c K n).

8. Sur la base de ces progrès, les comités populaires provinciaux de ces deux provinces ont identifié d'autres domaines d'action en faveur de la réduction de la pauvreté, notamment: promotion de la production marchande privilégiant les cultures et les productions animales à forte valeur; fourniture de services financiers ruraux non étatiques durables, en particulier pour les femmes; renforcement des liens entre les entreprises et les agriculteurs par le biais de fonds d'appui au secteur agroalimentaire; et développement des systèmes de production des hautes terres accordant toute l'attention voulue à la gestion des ressources naturelles et à l'adaptation au changement climatique.
9. Le développement des provinces de Bắc Kạn et de Cao Bằng se heurte encore à nombreuses difficultés: insuffisance des capacités nécessaires à un développement axé sur le marché et à la planification de l'investissement, médiocrité des compétences dans le domaine agroalimentaire et dans celui de la gestion des risques, manque d'accès au financement et carences de l'infrastructure rurale, en particulier pour les activités économiques des hautes terres. Ces difficultés sont aggravées par les conséquences de pluies intenses, provoquant inondations et érosion des sols, et des sécheresses hors de saison, qui entraînent des pertes de récoltes et de bétail.
10. Le CSSP reproduira à plus grande échelle les innovations développées par d'autres projets financés par le FIDA au Viet Nam, en mettant l'accent sur: i) l'expansion de l'investissement du secteur privé dans la production et la création de valeur ajoutée au sein de filières de produits de base rentables; ii) le renforcement des institutions, la formation et le renforcement des capacités des collectivités locales et des organismes existants; iii) l'intégration de la planification participative ascendante, de la budgétisation, de l'exécution; et iv) une vaste réforme permettant le développement du secteur privé de façon à assurer le renforcement de la compétitivité et l'augmentation des revenus des ménages ruraux et des possibilités de création d'actifs, au profit en particulier des populations pauvres. Le gouvernement fournit au CSSP un important cofinancement par l'intermédiaire du NTP-NRD, manifestant ainsi un sens aigu de l'engagement et de l'appropriation. D'un budget de 100 millions d'USD, le Projet d'infrastructures de base pour une croissance inclusive dans les provinces du Nord-Est de la Banque asiatique de développement, qui doit débuter en 2017, devrait compléter les investissements du CSSP.

## II. Description du projet

### A. Zone d'intervention et groupe cible

11. Zone d'intervention. Le projet sera mis en œuvre dans les provinces de Bắc Kạn et Cao Bằng, situées dans le nord-est du Viet Nam. Un processus participatif mené dans les deux provinces a désigné 70 communes sur la base des taux de pauvreté, de la vulnérabilité aux catastrophes naturelles, de l'engagement des dirigeants locaux et de la possibilité de développer des filières favorables aux pauvres.
12. Population cible. Le projet ciblera les groupes suivants: i) les ménages ruraux pauvres et quasiment pauvres disposant de ressources en terre et en main-d'œuvre, y compris les entreprises familiales; ii) les ruraux non qualifiés et ayant un emploi; iii) les ruraux doués d'esprit d'entreprise, mais privés de terres productives; et iv) les agriculteurs qui ont les compétences voulues pour promouvoir la production agricole marchande. Les femmes et les ménages dirigés par une femme ou appartenant à une minorité ethnique seront prioritaires au sein de ce groupe cible.

### B. Objectif de développement du projet

13. L'objectif global du projet est de contribuer à la réduction durable de la pauvreté dans les provinces de Bắc Kạn et de Cao Bằng. L'objectif de développement est



d'améliorer de manière durable les revenus des ménages ruraux pauvres et quasiment pauvres et de réduire leur vulnérabilité face au changement climatique.

### C. Composantes/résultats

14. Le projet comporte trois grandes composantes, auxquelles s'ajoute la gestion du projet:

- Composante 1: Institutionnalisation de la planification participative au niveau provincial. Cette composante vise à assurer une planification du développement socioéconomique inscrite dans un cadre législatif, globale, participative, adaptée au climat et axée sur le marché. Elle comprend trois sous-composantes, qui soutiennent toutes le processus de planification participative du développement socioéconomique axé sur le marché (MOP-PDSE).
  - i) Plan d'investissement stratégique. Pendant la première année d'exécution du projet, cette sous-composante appuiera les bureaux provinciaux de coordination du projet (BPCP), avec une assistance technique internationale, dans la réalisation d'une analyse économique et financière des principales productions et des filières qui s'y rapportent dans les deux provinces, qui sera incorporée dans les MOP-PDSE au niveau de la province, du district et de la commune.
  - ii) Planification de l'adaptation au changement climatique. Cette sous-composante, placée sous la direction des ministères provinciaux chargés des secteurs des ressources naturelles, de l'environnement et du plan, soutiendra: a) la mise à jour des plans d'action provinciaux concernant le changement climatique; b) la sensibilisation aux risques liés au changement climatique au niveau de la commune, du district et de la province dans le but d'améliorer la résilience des populations; et c) le renforcement des capacités nécessaires pour intégrer l'adaptation au changement climatique dans le processus MOP-PDSE.
  - iii) Diffusion de plans de développement socioéconomique tenant compte des considérations climatiques et axés sur le marché. Cette sous-composante assurera le déploiement de la MOP-PDSE adaptée au climat grâce: a) au renforcement des compétences liées à l'économie de marché du secteur public; et b) au soutien ciblé pour transposer le mécanisme à plus grande échelle. Au niveau de la commune et du district — d'abord dans les districts cibles du projet, puis dans l'ensemble des deux provinces — le projet facilitera l'intégration du développement de filières de produits de base (sous-composante i) et de plans d'adaptation au changement climatique (sous-composante ii) dans le cadre d'un processus participatif. Ce processus fera intervenir les entités concernées au niveau des villages, des communes et des districts et inclura toutes les sources de financement public, y compris des fonds du CSSP et du NTP-NRD. La priorité sera accordée à la représentation des femmes dans la planification de la MOP-PDSE.
- Composante 2: Un avenir agricole plus vert. Cette composante soutiendra l'ambitieux programme de croissance verte du gouvernement en promouvant des technologies d'adaptation au changement climatique fournissant également des avantages d'atténuation. Elle comprend deux sous-composantes:
  - i) Attribution de forêts et de terres forestières. Cette sous-composante appuiera la propriété équitable et l'utilisation efficace des ressources forestières productives dans toutes les communes cibles de la province de B c K n par le biais de la certification, de la remise en état et de l'attribution de terres forestières et de droits d'usage,

contribuant ainsi directement au piégeage du carbone. Le projet facilitera le transfert de terres et l'utilisation de certificats de droits pour 17 000 hectares de terres forestières en faveur de ménages pauvres. Les certificats seront délivrés conjointement aux deux époux.

- ii) Groupes d'intérêt commun (GIC) pour l'adaptation au changement climatique. Cette sous-composante appuiera la création ou le renforcement d'environ 1 900 GIC en vue de mettre en œuvre des technologies d'adaptation au changement climatique rentables et pratiques dans le cadre de filières, en offrant des avantages connexes d'atténuation des effets du changement climatique. Dans ce contexte, la production fourragère sera intégrée aux systèmes agricoles, en offrant des avantages connexes pour la stabilité et la fertilité des sols. Un programme compétitif de dons visant les GIC comptant au moins 40% de femmes appuiera les technologies d'adaptation au changement climatique: boisement, gestion de l'irrigation, introduction de variétés de cultures résistantes aux changements climatiques, système de riziculture intensive, production fourragère, labour minimum et agriculture biologique.
- Composante 3: Des exploitations agricoles rentables reliées aux sources de financement et aux marchés. La troisième composante vise à assurer l'accroissement de l'investissement public et privé dans des productions durables, rentables et créatrices de valeur ajoutée. Elle comprend les trois sous-composantes suivantes:
  - i) Infrastructure communautaire. Des dons destinés au financement public de l'infrastructure seront accordés pour permettre aux communes d'investir dans les infrastructures génératrices d'avantages publics essentiels au développement des filières ciblées ou à la protection contre le changement climatique et les catastrophes. Cette activité sera intégrée au processus d'investissement dans les infrastructures agricoles du NTP-NRD, qui sera financé par une contribution du gouvernement. Dans ce contexte, un programme de formation professionnelle ciblant les jeunes sera appuyé en vue de créer des emplois.
  - ii) Services financiers ruraux. Les Fonds de développement pour la femme (WDF) nouvellement créés dans les provinces de B c K n et de Cao B ng seront soutenus comme un moyen efficace d'améliorer l'inclusion financière dans les communes rurales de la zone d'intervention. Seront inclus: un renforcement des capacités des WDF, la création de nouveaux groupes féminins d'épargne et de crédit et des capitaux de lancement pour les opérations de prêt. Un soutien sera également apporté pour transformer les WDF en institutions de microfinance (IMF) parfaitement viables à la fin du projet conformément aux règles de la Banque publique.
  - iii) Fonds de promotion des investissements dans le secteur de l'industrie agroalimentaire (APIF). En créant ce fonds, le projet apportera un cofinancement pour mobiliser environ 25 investissements d'entreprises agroalimentaires du secteur privé qui améliorent la compétitivité des entreprises et renforcent les liens avec les petits exploitants agricoles, générant, ainsi des marchés supplémentaires pour les matières premières, la création de valeur ajoutée et l'emploi. Les coinvestissements du fonds seront attribués sur une base compétitive et viseront le matériel, les transports et la commercialisation, la gestion environnementale, la formation du personnel et les services consultatifs techniques aux agriculteurs.

### III. Exécution du projet

#### A. Approche

15. Le CSSP sera exécuté sur une période de six ans, courant de 2017 à 2023. Le projet adoptera des modalités d'exécution similaires à celles utilisées avec succès dans d'autres projets du FIDA, mais les ministères provinciaux responsables, appuyés par les BPCP, joueront un rôle accru. En outre, une attention particulière sera portée à la décentralisation des ressources au niveau des communes et des villages, ainsi qu'à la participation du secteur privé.

#### B. Cadre organisationnel

16. Le projet sera mis en œuvre par le biais des comités populaires provinciaux des provinces de Bắc Kạn et de Cao Bằng, qui établiront des BPCP pour coordonner l'exécution du projet dans leurs provinces respectives et des comités de pilotage qui aideront les comités populaires provinciaux à conseiller les organismes gouvernementaux, les grandes organisations nationales, le secteur privé et les communautés à tous les niveaux aux fins de la réalisation des objectifs du projet. Des réunions interprovinciales réuniront deux fois par an les BPCP pour favoriser la coopération dans des domaines tels que la politique d'adaptation au changement climatique, la détermination de l'assistance technique partagée, la planification des filières entre les provinces, le suivi-évaluation et l'apprentissage et la gestion des savoirs.
17. Planification et suivi-évaluation. Le système de S&E permettra de suivre la performance et d'évaluer l'impact des activités. Le suivi se concentrera sur les activités/apports, les produits, les résultats, la performance et les risques, tandis que l'évaluation portera sur la pertinence, l'efficacité, l'efficacé et l'impact sur la réduction de la pauvreté, la croissance des entreprises, l'environnement, l'autonomisation, la durabilité, les enseignements tirés et l'acquisition des savoirs. Ces deux provinces ont une expérience pertinente dans le domaine du S&E acquise dans le cadre de projets précédents. Le système de S&E couvrira les aspects aussi bien opérationnels que financiers du projet. Le plan de travail et budget annuel, qui constituera le principal document de planification du projet, sera synchronisé avec les cycles de planification du développement socioéconomique.
18. Apprentissage et gestion des savoirs. Deux approches seront utilisées: i) un module de gestion des savoirs soutiendra l'apprentissage au sein des composantes du projet; et ii) un ensemble beaucoup plus vaste d'activités de gestion des savoirs aura pour but d'informer les décideurs publics et d'influer sur les politiques. En ce qui concerne l'élaboration des politiques, l'expérience d'une seule province, quoiqu'importante, est peu susceptible d'influer sur les politiques nationales relatives à la MOP-PDSE ou à l'APIF. Cependant, l'étendue des savoirs accumulés dans le cadre des projets pertinents du FIDA au Viet Nam est considérable et continuera de s'élargir. Dans ce contexte, chaque BPCP produira une ressource annuelle du savoir portant sur les principaux domaines du programme de pays du FIDA (à savoir, investissement du secteur privé dans les hautes terres, manière dont les ménages pauvres saisissent les possibilités de développer des entreprises agricoles, mise en œuvre du processus de la MOP-PDSE et évolution des WDF vers des IMF) pour nourrir la concertation au niveau national.

#### C. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

19. Gestion financière. Les BPCP seront responsables de la bonne utilisation des fonds et devront en rendre compte au Gouvernement vietnamien et au FIDA, conformément aux accords juridiques respectifs, aux accords de financement subsidiaire conclus avec des établissements financiers et aux accords contractuels passés avec les prestataires de services. Les dispositions relatives à la gestion financière du projet garantiront, grâce aux contrôles internes et au renforcement des capacités à tous les niveaux, que les fonds seront utilisés aux fins prévues,

avec efficacité et dans un souci d'économie. Il sera fait usage du système comptable informatisé existant pour la tenue des comptes et l'établissement des rapports. Les systèmes comptables fourniront des états financiers détaillés sur les opérations, les ressources et les dépenses relatives au projet pour chaque exercice, qui seront établis conformément à des procédures agréées par le FIDA et présentés à celui-ci dans les délais prescrits. L'évaluation de la gestion financière réalisée par les services du FIDA fait état d'un risque fiduciaire moyen. Cependant, les deux provinces ont une vaste expérience de la gestion des projets financés par des sources extérieures, y compris par le FIDA, et les effets obtenus et les cadres de responsabilité sont, dans l'ensemble, satisfaisants.

20. Flux de fonds. Le FIDA décaissera les fonds selon les modalités et conditions prévues dans l'accord de financement. Le FIDA versera les fonds octroyés au projet sur trois comptes désignés: deux pour les fonds de prêts et l'autre pour les fonds du don; ce dernier compte sera administré par le Ministère des finances suivant les modalités du compte d'avances temporaires.
21. Passation des marchés. La passation des marchés concernant les biens, travaux et services de consultants financée par le FIDA se fera conformément aux Directives du FIDA en la matière. Les procédures, processus et réglementations en vigueur au Viet Nam concernant la passation des marchés seront appliqués dans la mesure où ils ne contreviennent pas aux Directives du FIDA.
22. Contrôle interne et audit externe. Des mécanismes de contrôle interne seront mis en place au niveau des BPCP. Un audit externe des états financiers consolidés des deux provinces couvrant les fonds des prêts et des dons sera mené conformément aux Normes internationales d'audit et aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Des auditeurs externes indépendants seront nommés en temps opportun. Les états financiers vérifiés et les rapports d'audit seront présentés au FIDA dans les six mois suivant la clôture de chaque exercice.
23. Gouvernance. Tout cofinancement d'un montant élevé sera validé par le comité de pilotage du projet, approuvé par le comité populaire de la province et, au-delà d'un certain seuil, soumis à l'accord du FIDA. Au niveau des communes, le cofinancement se fera selon un processus de décision transparent et équitable, inspiré de la planification du développement socioéconomique et assorti d'un mécanisme de règlement des différends. La capacité du bureau de pays du FIDA en matière de suivi financier du projet a été renforcée par le recrutement d'une personne supplémentaire à la mi-2013, améliorant ainsi la capacité de supervision périodique et de soutien des BPCP, y compris des vérifications ponctuelles et une supervision rigoureuse des procédures d'audit.

#### D. Supervision

24. Le bureau de pays se chargera d'assurer la supervision directe par le FIDA, conformément aux accords en vigueur au Viet Nam.

### IV. Coût, financement et avantages du projet

#### A. Coût du projet

25. Le coût total du projet est estimé à 74,3 millions d'USD. Le tableau 1 détaille la répartition indicative des coûts du projet par composante. Le tableau 2 en donne la répartition indicative par catégorie de dépenses et par source de financement.

Tableau 1  
**Coût du projet par composante et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Bénéficiaires		Emprunteur/ contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Institutionnalisation de la planification participative au niveau provincial	2 193,8	27,2	-	-			5 857,7	72,8	8 051,5
1.1 Plan d'investissement stratégique	108,0	77,0	-	-			32,2	23	140,2
1.2 Plan d'adaptation au changement climatique	944,6	75,9	-	-			299,9	24,0	1 244,5
1.3 Plans de développement socioéconomique tenant compte des considérations climatiques et axés sur le marché	1 141,2	17,1	-	-			5 525,7	82,8	6 666,8
2. Un avenir agricole plus vert	8 654,7	62,7	-	-	3 557,3	25,8	1 582,8	11,4	13 794,9
2.1 Attribution de forêts et de terres forestières	1 626,2	63,8	-	-	232,3	9,1	691,1	27,1	2 549,7
2.2 GIC pour l'adaptation au changement climatique	7 028,5	62,5	-	-	3 325,0	29,6	891,7	7,9	11 245,1
3. Des exploitations agricoles rentables reliées aux sources de financement et aux marchés	29 933,3	70,0	-	-	7 183,7	16,8	5 670,2	13,3	42 787,2
3.1. Infrastructures communautaires	21 330,8	69,2	-	-	3 984,1	12,1	5 513,5	17,9	30 828,4
3.2. Services financiers ruraux	4 557,8	96,7	-	-	-	-	156,6	3,3	4 714,4
3.3 Fonds de promotion des investissements dans le secteur de l'industrie agroalimentaire	4 044,7	55,8	-	-	3 199,6	44,2	-	-	7 244,3
4. Gestion du projet	7 718,3	18,7	-	-	-	-	7 486,5	81,3	9 204,8
5. Don du bureau national de coordination du projet NTP-NRD	-	-	500,0	100,0	-	-	-	-	500,0
<b>Total</b>	<b>42 500,0</b>	<b>57,2</b>	<b>500,0</b>	<b>0,7</b>	<b>10 741,0</b>	<b>14,4</b>	<b>20 597,2</b>	<b>27,8</b>	<b>74 338,3</b>

## B. Financement du projet

26. Le projet sera financé au moyen des ressources suivantes: i) un prêt du FIDA d'environ 42,5 millions d'USD (57,2% du coût total du projet); ii) un don du FIDA d'environ 500 000 USD (0,7%); iii) une contribution du gouvernement d'environ 20,6 millions d'USD (27,8%); et iv) une contribution des bénéficiaires d'environ 10,7 millions d'USD (14,4%). Les dépenses admissibles encourues entre les dates d'approbation et d'entrée en vigueur du projet pourront être remboursées jusqu'à concurrence de 300 000 USD pour chaque province

Tableau 2  
**Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Bénéficiaires		Emprunteur / contrepartie		Total
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant
1. Travaux de génie civil	14,5	90,0	-	-	-	-	1,6	10,0	16,2
2. Matériel et fournitures	1 227,0	90,0	-	-	-	-	136,3	10,0	1 363,3
3. Véhicules	94,2	50,0	-	-	-	-	94,2	50,0	188,3
4. Services de consultation	2 675,9	33,3	500,0	6,2	-	-	4,862,0	60,5	8 041,5
5. Formation	1 765,1	46,7	-	-	-	-	2 015,9	53,3	3 781,0
6. Dons	32 969,6	66,2	-	-	10 741,0	21,6	6,096,2	12,2	49 906,9
7. Crédit	3 750,0	100,0	-	-	-	-	-	-	3 750,0
5. Traitements et indemnités	-	-	-	-	-	-	3 806,8	100,0	3 806,8
6. Dépenses de fonctionnement	-	-	-	-	-	-	3 584,2	100,0	3 584,2
<b>Total</b>	<b>42 500,0</b>	<b>57,2</b>	<b>500,0</b>	<b>0,7</b>	<b>10 741,0</b>	<b>14,4</b>	<b>20 597,2</b>	<b>27,8</b>	<b>74 338,3</b>

### C. Résumé des avantages et analyse économique

27. L'analyse économique a déterminé que le CSSP est robuste, avec un taux de rentabilité économique interne (TREI) de 14,8% et une valeur actualisée nette d'environ 27,0 millions d'USD, réduite à 9%. Une hausse de 10% des dépenses du projet réduirait le TREI à 13,2%, alors qu'une diminution de 20% des avantages généraux du projet se traduirait par un TREI de 11,3%. Dans le cas d'une réduction de 20% des avantages supplémentaires combinée avec un retard de deux ans des bénéfices, le TREI serait réduit à 8,0%. Les valeurs seuils montrent que le projet resterait économiquement viable si les avantages diminuaient de 31% ou si les dépenses du projet augmentaient de 46%.
28. Les principaux avantages dérivant du CSSP sont les suivants: i) augmentation de la productivité agricole, forestière et animale et production plus résistante aux impacts du changement climatique, et meilleur accès à des intrants plus abordables et leur application; ii) proportion accrue de produits agricoles commercialisés avec succès; iii) réduction des pertes au cours des phases de production et de transformation; iv) accroissement de la valeur ajoutée le long des filières et meilleure qualité des produits; v) meilleur accès à des services financiers à plus long terme et au cofinancement des investissements productifs; vi) création d'emplois; et vii) augmentation des recettes fiscales de l'État.
29. Ce projet devrait apporter des avantages directs non négligeables à au moins 135 000 personnes, soit 30 000 ménages pauvres ou quasiment pauvres, chacun devant voir ses actifs augmenter d'au moins 20%. Ces avantages seront obtenus en associant le renforcement des capacités, le transfert de technologies et l'accès au financement, confortés par la mise à niveau des infrastructures communautaires et le cofinancement des investissements innovants dans leurs activités au niveau des filières agricoles.

### D. Durabilité

30. Le projet met l'accent sur le renforcement de l'activité du secteur privé et de la compétitivité dans certains sous-secteurs ciblés pour l'investissement. C'est la rentabilité continue de ces investissements qui a l'incidence la plus importante sur leur durabilité et, par extension, sur l'obtention des avantages attendus. L'approche adoptée offre des bases solides qui permettent d'avancer que la plupart des investissements seront durables. Les principaux instruments utilisés pour améliorer

les perspectives de durabilité des entreprises privées seront les suivants: i) capacité accrue des fonctionnaires, des agriculteurs et des entrepreneurs ruraux privés d'analyser les choix d'investissement et d'en définir les priorités; ii) examen minutieux des propositions commerciales et des institutions financières coopérantes; iii) engagement d'une part substantielle des investissements à partir des ressources financières propres du client; iv) investissement public complémentaire en matière d'infrastructure conçu pour améliorer les conditions commerciales et réduire les coûts; et v) approche focalisée de l'investissement dans les communes rendue possible par le processus MOP-PDSE.

## E. Identification et atténuation des risques

31. En ce qui concerne l'objectif global du projet, le principal risque réside dans la déstabilisation exogène de la macroéconomie. Ce risque est toujours présent dans une économie relativement ouverte comme celle du Viet Nam, d'autant que le pays tire une part importante de ses revenus de l'exportation. Au niveau national, le principal moyen de l'atténuer consisterait à mener une saine politique macroéconomique, laissant notamment les taux de change se déterminer par le jeu du marché. Au niveau du projet et des entreprises, les principales mesures d'atténuation consistent à miser sur une analyse financière rigoureuse des projets, en donnant la priorité à la qualité et la forte productivité ainsi qu'à la maîtrise du coût unitaire de production. Le principal risque socioéconomique est lié aux catastrophes climatiques. Le projet fera progresser le programme d'adaptation au changement climatique et veillera à ce que toutes les interventions financées par le projet soient adaptées à l'évolution des conditions climatiques. La relative faiblesse des milieux économiques privés des deux provinces représente un autre risque important. Les deux comités populaires provinciaux ont accepté de collaborer avec le CSSP pour créer un environnement économique plus favorable, notamment en analysant leur performance provinciale au regard de celle de provinces ayant des indices de compétitivité élevés.

## V. Considérations d'ordre institutionnel

### A. Respect des politiques du FIDA

32. Le CSSP prend en compte les principales politiques et stratégies du FIDA relatives au ciblage, à l'égalité des sexes, à la terre, aux populations autochtones et au changement climatique qui contribuent à la réalisation des objectifs généraux de l'actuel Cadre stratégique 2016-2025 et en particulier à: i) une base de biens économiques et de ressources naturelles au profit des ruraux pauvres des deux sexes qui soit plus résiliente face au changement climatique, à la dégradation de l'environnement et à la transformation des marchés; et ii) l'accès aux services pour les ruraux pauvres des deux sexes de manière à réduire la pauvreté, augmenter les revenus et développer la résilience dans un environnement en mutation. En ce qui concerne l'impact sur l'environnement, la majeure partie des activités relève de la catégorie B.

### B. Alignement et harmonisation

33. Comme indiqué plus haut, la note conceptuelle du CSSP figurait dans la réserve de projets du COSOP, de sorte que le projet correspond aux priorités gouvernementales en matière de développement. Le projet était le NTP-NRD en soutenant le développement d'options marchandes au bénéfice des segments pauvres de la population rurale, en suscitant le changement de mentalité nécessaire au niveau des ménages et en renforçant la capacité de planifier les activités marchandes à l'échelle des communes.

### C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

34. La démarche du CSSP consolidera les résultats des interventions passées et les reproduira à plus grande échelle, dans le cadre stratégique du NTP-NRD, pour lequel on attend une augmentation substantielle du financement du gouvernement central. Des innovations relatives à la réduction de la pauvreté et à la planification participative, adaptée au climat et axée sur le marché ont été pilotées avec succès dans divers projets soutenus par le FIDA au Viet Nam, y compris dans les provinces de B c K n et de Cao B ng. Bien que l'engagement des provinces du projet en faveur de ces approches soit important, en particulier pour le déploiement d'un processus MOP-PDSE au niveau de la province, une approche plus rigoureuse et mieux orientée vers le marché est nécessaire pour stimuler de manière efficace et financer durablement les investissements du secteur privé dans la production agricole et la création de valeur le long de filières rentables. Le FIDA appuie le déploiement des WDF dans 11 provinces, le soutien de ces activités réalisées dans le cadre du CCSP s'inscrivant dans cet effort de reproduction à plus grande échelle.

### D. Participation à l'élaboration des politiques

35. Le Ministère de l'agriculture et du développement rural a invité le FIDA, ainsi que la Banque mondiale, à apporter son concours à l'évaluation de la première phase du NTP-NRD et à formuler des recommandations pour la deuxième phase, pour laquelle l'Assemblée nationale a affecté environ 3 milliards d'USD. Le cadre recommandé final a été présenté au gouvernement à la mi-2016. Cette initiative, ainsi que le don octroyé dans le cadre du CSSP, fournit d'amples possibilités de reproduire à plus grande échelle au niveau national les approches et les expériences collectives du FIDA.

## VI. Instruments et pouvoirs juridiques

36. Un accord de financement entre la République socialiste du Viet Nam et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en appendice I.
37. La République socialiste du Viet Nam est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
38. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## VII. Recommandation

39. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République socialiste du Viet Nam un prêt à des conditions mixtes d'un montant équivalant à quarante-deux millions cinq cent mille dollars des États-Unis (42,5 millions d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République socialiste du Viet Nam un don d'un montant équivalant à cinq cent mille dollars des États-Unis (0,5 million d'USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze



# Negotiated financing agreement: "Cao Bang Bac Kan: Commercial Smallholder Support Project (CSSP)"

(Negotiations concluded on 25 October 2016)

IFAD Loan Number: \_\_\_\_\_

IFAD Grant Number: \_\_\_\_\_

Project Title (English): Cao Bang Bac Kan: Commercial Smallholder Support Project (CSSP) (the "Project")

Project Title (Vietnamese): Du an Ho tro kinh doanh cho nong ho tinh Cao Bang va Bac Kan (CSSP).

The Socialist Republic of Viet Nam (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereto hereby agree as follows:

## Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan and Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing"), which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

## Section B

1. (a) The amount of the Loan is forty two million two hundred and fifty thousand USD Dollars (USD 42 500 000).  
(b) The amount of the Grant is five hundred thousand US Dollars (USD 500 000).
2. The Loan shall be subject to interest on the principal amount outstanding at a fixed rate of 1.25 per cent per annum and shall have a maturity period of twenty five (25) years, including a grace period of five (5) years, and in addition a service charge of 0.75 per cent per annum, starting from the date of approval by the Executive Board.
3. The Loan Service Payment Currency shall be United States dollar (USD).

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.
5. The Borrower shall repay the outstanding principal amount of the Loan in 40 equal semi-annual instalments payable on each 15 June and 15 December commencing on 15 December 2021 and ending on 15 June 2041. Interest and service charges shall also be payable on each 15 June and 15 December.
6. There shall be two Designated Accounts (DA) denominated in USD and operated by the Cao Bang and Bac Kan Provincial Project Coordination Offices (PCOs) in a bank nominated by the Borrower for receiving Loan proceeds withdrawn in advance for each Province of the Project Area. There shall be one DA denominated in USD and operated by the Ministry of Agriculture and Rural Development (MARD) in a bank nominated by the Borrower for receiving Grant proceeds withdrawn in advance. Project Accounts shall be opened and maintained by implementing agencies and participating districts in accordance with the Borrower's regulation where project activities will be implemented in local currency at the Provincial and district Treasury of the Project Areas to receive and maintain funds transferred from the Designated Accounts.
7. The Borrower/Recipient shall cover all taxes and duties incurred in Vietnam on all Project expenditures. In addition, the Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project in cash or in kind an amount of approximately USD 20.6 million to cover inter alia, Project staff salary costs, taxes and other recurrent expenditures. The counterpart funds shall be held in segregated accounts. The beneficiaries shall provide co-financing contribution in cash or in kind equivalent to approximately USD 10.7 million.

#### Section C

1. The Borrower/Recipient shall act through the Provincial People's Committees (PPC) of the Cao Bang and Bac Kan provinces and MARD who shall be responsible for the execution of the Project.
2. The following are designated as additional Project Parties:
  - (a) The line agencies responsible for the implementation of Project activities such as the Department of Planning and Investment (DDI), the Department of Agriculture and Rural Development (DARD) and the Department of Natural Resource and Environment (DoNRE) of the PPCs.
  - (b) The Women's Unions (WU) of the Cao Bang and Bac Kan Provinces and any other entity responsible for the implementation of the Project, as identified in this Agreement or in the Project Implementation Manual, or as may be agreed upon by the Borrower/Recipient and the Fund.
  - (c) The National Coordination Office (NCO) of the National Target Programme for New Rural Development (NTP-NRD) of MARD for implementation of the Grant.
3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

#### Section D

1. The Financing will be administered and the Project supervised by the Fund.

## Section E

1. The following is designated as additional ground for suspension of this Agreement: The Project Implementation Manual referred to in paragraph 14 of Schedule 1 hereto, or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or otherwise modified without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.
2. Retroactive Financing. Withdrawals not exceeding in the aggregate the equivalent of USD 300 000 for each province may be made from the Loan Account in respect of expenditures for Categories I (Equipment and material); II A (Consultancies-Loan) and III (Training) of the Allocation Table set forth in Paragraph 1 of Schedule 2 incurred before the Effective Date, but after 15 December, 2016. Such expenditures shall be considered Eligible Expenditures for all purposes of this Agreement, if otherwise eligible.
3. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
  - (a) The Designated Accounts (DA) shall have been duly opened;
  - (b) The PPCOs have been duly established;
  - (c) The draft Project Implementation Manual (PIM) has been prepared by the PPCOs and the Fund has given its non-objection;
  - (d) The Project Steering Committees (PSC) have been duly established in both provinces;
  - (e) The Project Directors and Chief Financial Officers/Chief Accountants of the PPCOs have been duly appointed; and
  - (f) A computerized Accounting System has been installed for the Project by the PPCO.
4. The Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient.
5. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Minister of Finance  
Ministry of Finance  
of the Socialist Republic of Viet Nam  
Socialist Republic of Viet Nam

Copies to:

Provincial People's Committees of  
Cao Bang and Bac Kan Provinces  
Socialist Republic of Viet Nam

Ministry of Agriculture and Rural Development  
of the Socialist Republic of Viet Nam  
Socialist Republic of Viet Nam

For the Fund:

The President  
International Fund for Agricultural Development  
Via Paolo di Dono 44  
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated \_\_\_\_\_, has been prepared in the English language in four original copies of equivalent legal status, one for the Fund and three for the Borrower/Recipient.

THE SOCIALIST REPUBLIC OF VIET NAM

\_\_\_\_\_  
Authorized Representative  
[title]

INTERNATIONAL FUND FOR  
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

\_\_\_\_\_  
Kanayo F. Nwanze  
President

## Schedule 1

## Project Description and Implementation Arrangements

## I. Project Description

1. Target Population. The Project target groups shall include: (a) rural poor and near poor households with land and labour, including household enterprises; (b) unskilled employed rural people; (c) rural people lacking production land but having business acumen and desire; and (d) key farmers who have the skills to promote commercial agricultural production. Women and female-headed and ethnic minority households shall be prioritised.

2. Goal. The goal of the Project is to contribute to sustainable poverty reduction in Cao Bang and Bac Kan provinces.

3. Objective. The development objective is to sustainably improve income and reduced climate vulnerability of poor and near-poor farm households in targeted project communes.

4. Components. The Project shall consist of the four following Components.

4.1. Component 1. Provincial Participatory Planning Institutionalised. The objective of this component is to ensure that provincial socio-economic development planning is legislated, holistic, participatory, climate-adapted and market-oriented. It has three subcomponents, which, collectively, underpin the market-oriented SEDP planning process.

Sub-component 1.1: Strategic investment plans.

During the first year of the project, this subcomponent shall support the Provincial Project Coordination Offices underpinned by international technical assistance, to conduct financial and economic analysis of key commodity and associated value chains in both provinces to be incorporated in Provincial, district and communal MOP-SEDPs.

Sub-component 1.2: Climate change adaptation planning.

This sub component shall support the: (a) updating the Provincial climate change (CC) action plans; (b) awareness raising of climate change risks at commune, district and provincial levels to improve resilience and (c) the building of capacities for climate change adaptation (CCA) integration into the MOP-SEDP process.

Sub-component 1.3: Dissemination of climate-informed market-oriented socio-economic development plans.

This sub-component shall support the actual roll out of the climate adapted MO-SEDP through: (a) strengthened public sector market economy skills; and (b) focused support for the actual scaling of the instrument. At commune and district level, initially in Project districts and then across the provinces, the Project shall facilitate the integration of commodity-based value chain (VC) development, sub-component (1.1) and CCA plans sub-component (1.2) through a participatory process. This process shall engage relevant entities at the village, commune and district levels and in the course of project implementation be inclusive of all public funding sources, including CSSP funds and NTP-NRD funds. Women's representation in Market-oriented participatory socio-economic development planning (MOP-SEDP) planning shall be mandated.

4.2. Component 2. A greener agriculture future. This component shall support the Government's "green growth" action plan in Cao Bang and Bac Kan provinces for the implementation of national green growth strategy through the promotion of climate change adaption technologies which simultaneously provide mitigation benefits. It has two subcomponents:

#### Sub-component 2.1: Forest land and forest allocation

In Bac Kan province this subcomponent shall support the equitable ownership and efficient use of production forest in all communes in Bac Kan Project districts through the issuing forest land and forest use rights, certification and rehabilitation that directly contribute to carbon sequestration. The project will facilitate the transfer of land and use rights certificates for about 17,000 ha of forests to poor households. Certificates will be issued jointly to both wife and husband.

#### Sub-component 2.2: Common Interest Groups (CIGs) for climate adaptation.

This subcomponent shall support the establishment or the strengthening around 1900 CIGs to implement profitable climate change adaptation technologies and practices within a value chain framework, with co-benefits for climate change mitigation. Within this context forage production shall be integrated into farming systems, with co-benefits for soil fertility and stability. A competitive grant programme for CIGs with a requirement of at least 40 percent female membership will underpin the adaptation CCA technologies such as a forestation, irrigation management including SRI rice, climate-resistant crop varieties forage production, and organic agriculture.

- 4.3. Component 3. Profitable farms and rural households linked to finance and markets. This component shall ensure increased public and private investment in sustainable, profitable commodity production and value addition. It comprises three subcomponents:

#### Sub-component 3.1: Community infrastructure.

Public infrastructure investment grants shall be made available for investments by communes that provide public benefits essential to targeted commodity chain development and/or climate change or disaster proofing. This activity shall be integrated into the NTP-NRD agriculture infrastructure investment process, the funding for which will be a government contribution to the project. In this context a youth targeted vocational training programme will be supported for employment generation.

#### Sub-component 3.2: Rural financial services.

To effectively contribute to increased financial inclusion in the rural communes of the project area, support shall be provided for newly established Women's Development Funds (WDFs) in both Cao Bang and Bac Kan. This shall include capacity building for the WDFs, the establishment of new Women savings and credit groups (SCGs) and seed capital for lending operations. Support shall also be provided for the preparation of WDFs to become fully sustainable microfinance institutions in accordance with State Bank regulations.

#### Sub-component 3.3 Agribusiness Promotion Investment Fund (APIF).

Through the establishment of an Agribusiness Investment Fund (APIF) the project shall catalyze private sector agro-enterprise investments in both provinces by co-financing investments that improve enterprise competitiveness and linkages to smallholder farmers, thereby generating incremental markets for raw materials, value addition and employment. Co-investments shall be awarded on a competitive basis for inter alia equipment, transportation and marketing, environmental management, staff training and technical advisory services to farmers. The financing to companies from APIF from the IFAD loan shall comply with the Borrower/Recipient's regulations.

#### 4.4. Component 4. Project Management

The Project shall support the establishment of PPCOs as well as the organization and management structure as outlined in Section II below.

#### 4.5. Grant NTP-NRD 2

NTP-NRD NCO. A grant shall be provided to the NCO for the NTP-NRD in the MARD. The grant shall support (i) the piloting of the integration of rural value chains into the NTP-NRD leading; (ii) the preparation of guidelines for NTP-NRD phase 2, including, inter alia, participatory planning result-based M&E and PPP financing; (iii) building capacity within the NCO; and (iv) piloting the implementation of NTP-NRD2 funded initiatives.

## II. Implementation Arrangements

### A. Organization and Management

#### 5. Lead Project Agencies.

5.1. The Borrower/Recipient shall act through the PPCs of the Cao Bang and Bac Kan provinces which shall be responsible for the execution of the loan.

5.2. The Borrower/Recipient shall act through the MARD for the execution of the grant. The grant shall be implemented by the NTP-NRD NCO in the MARD.

#### 6. Project Steering Committees (PSCs).

6.1. Establishment and composition. A PSC shall be established in each province of Cao Bang and Bac Kan by the PPCs. The PSCs shall include Directors or Vice-Directors of concerned line-departments and chairpersons of mass organizations and representatives of provincial enterprise associations. It shall be led by the Chairperson or Vice-chairperson of the PPCs.

6.2 Responsibilities. The PSCs shall be responsible for the strategic management of the Project, the appointment of the Project Directors (PD) and Deputy Directors, the approval of the PIMs and annual work plan and budget as well as other decisions related to the Project coordination, orientation and mobilization of resources. The PSCs shall meet at least twice a year and as often as required.

#### 7. Provincial Coordination Offices (PPCOs).

7.1. Establishment. PPCOs shall be established in the provinces of Cao Bang and Bac Kan by the PPCs. The PPCOs shall assist the PSCs in the coordination of the provincial agencies and in the management of financial resources. The PPCOs shall report directly to the PSCs and act as an advisory body to the PPCs and act as secretariat of the PSCs.

7.2. Composition. The PPCOs shall include a PD who shall have the authority to sign contracts and other agreements and a Chief Financial Officer/Chief accountant. The Borrower/Recipient and the Fund shall agree on other key positions of the PCO. Qualified staff shall be selected according to the Borrower/Recipient's applicable procedures acceptable to the Fund. Termination of the contract of the Project Director and his/her replacement shall be subject to the Fund's no-objection.

7.3. Responsibilities. The PPCOs shall be responsible for the following tasks:

- (a) ensure coherence of the Project approaches and strategies as well as the coordination and synergy amongst Project parties;
- (b) mobilize resources;
- (c) the procurement and contracting for Project activities;
- (d) financial reporting and preparation of annual work plans and budget inclusive of the procurement plan;

- (e) preparation of the Project Implementation Manual (PIM);
- (f) M&E system and other functions of the operational and financial management of the Project;
- (g) management of APIF Facility in accordance with the criteria defined in the PIM;
- (h) approval of the community infrastructure proposals in accordance with the criteria defined in the PIM, and
- (i) knowledge-sharing and policy development interventions in collaboration with co-implementing agencies.

8. Project management at District and Commune levels. At the District level, the District People's Committee will be responsible for coordination of the Project activities and integration with the organization structures and mandates of the line agencies and mass organizations. At Commune level the Commune's People Committee shall be accountable for the Project implementation.

9. Inter Provincial Coordination. Inter provincial meetings between the PPCOs shall be held each semester to enable coordination and cooperation on Climate Change adaptation policies and investments, identification of shared technical assistance providers, inter-provincial value chain planning and implementation, mutual training among similar staff positions.

#### B. Implementation of Components.

##### 10. Component 1. Provincial Participatory Planning Institutionalised.

10.1. The activities in relation to planning for sustainable market-led development shall be implemented by the respective line agencies, DPI and DARD, DONRE supported by the PPCOs, private or public academic/training institutions and national and international expertise where necessary. Technical experts and service providers shall be contracted in accordance with this Agreement. The PPCOs shall implement the knowledge and dissemination activities. In all cases the PPCOs shall enter into a Memorandum of Understanding with the respective line agencies outlining roles, responsibilities and deliverables prior to implementation.

10.2. Market-oriented socio-economic development planning activities shall be implemented at village, commune and district levels by respectively, Village Development Boards, Commune People's Committee and District Management Boards as well as private enterprises.

11. Component 2. A greener agriculture future. This component shall be implemented by DARD, DONRE and district authorities supported by the PPCO as far forest land allocation in Bac Kan. The establishment of common interest groups eligible for co-financing will be implemented by Commune and District level entities adequately supported the Farmer and Women Unions and PPCOs in accordance with procedures outlined in the PIM. The CIG establishment and forage activities shall be the responsibility DARD and PPCOs.

##### 12. Component 3. Profitable farms linked to finance and markets.

12.1. Project Public and collective good infrastructure investment schemes shall, with technical assistance support where required, be identified and prioritized by Village Development Boards /communes and incorporated into the medium-term commune MOP-SEDP and verified by the district line agencies. In accordance with the modalities described in the PIM, the PPCOs shall approve each proposal including the procurement method.

12.2. The implementation responsibility for: (a) the establishment of new savings and credit groups; (b) the transformation the WDF into registered MFIs, and (c) the associated institutional strengthening shall rest with the Women Unions with the support of technical assistance under the overall direction of the PPCOs. The PPCOs shall enter into a memorandum of understanding with the Women Union at



Province level in the form specified in the PIM. The memorandum of understanding shall specify, inter alia, the channelling of Project funds, the terms and conditions applicable to the financing operations.

12.3. The PPCOs shall implement the APIF competitive funding for companies or cooperative societies in accordance with the criteria defined in the PIM. Each proposal shall be accompanied with an acceptable business model and financial analysis. Selected proposals shall be approved by the PPC. Initially all Investments shall be subject to no-objection by the Fund. The PPCO shall enter into a co-financing agreement with each eligible beneficiary in accordance with guidelines contained in the PIM. Training activities foreseen under the APIF component shall be implemented by technical experts and service providers contracted in accordance with this Agreement.

#### C. Additional Implementation Arrangements

13. Project Reviews. The Borrower/Recipient, the PPCs, Government Aid Coordination Agencies (GACA) and the Fund shall jointly conduct the following reviews: a comprehensive mid-term review during the third Project Year and a Project Completion Review. The Terms of Reference and time of the reviews shall be agreed by all parties.

14. Project Implementation Manual. The Borrower/Recipient shall require the PPCOs to prepare a consolidated draft Project Implementation Manual (PIM) and submit to the Fund for its comments and no objection. The PIM may be amended or otherwise modified from time to time only with the prior consent of the Fund. The PPCs shall forward the draft PIM to the Fund for comments and no-objection. The draft PIM shall include, among other things:

- (a) Terms of reference and implementation responsibilities of Project staff, consultants and other service providers;
- (b) A model memorandum of understanding to be concluded with each project party such as the Women Union and line agencies, which shall provide inter alia; the role and implementation responsibilities of the project party, the channelling of project funds and the reporting of information related to the implementation of the project activities;
- (c) The eligibility and selection criteria for the proposals to be financed under the infrastructure investment development and a competitive small grants manual which shall form an integral part of the PIM;
- (d) The eligibility and selection criteria for the establishment of common interest groups;
- (e) The eligibility and selection criteria for access by the Women Unions to project financing;
- (f) The eligibility and selection criteria as well as the operational modalities of the APIF facility;
- (g) Project operational, financial and procurement procedures, an accounting software for bookkeeping and reporting, participatory planning, implementation and monitoring procedures; and
- (h) M&E system and procedures.

## Schedule 2

## Allocation Table

1. Allocation of Loan and Grant Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan (allocated by Province) and by the Grant, the allocation of the amounts of the Financing to each Category, and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in USD) Cao Bang	Loan Amount Allocated (expressed in USD) Bac Kan	Grant Amount Allocated (expressed in USD)	% of Eligible Expenditures to be Financed, net of taxes, Government and Beneficiary' contribution
I. Equipment and materials	610 000	590 000		100%
IIA. Consultancies-Loan	1 270 000	1 140 000		100%
IIB. Consultancies-Grant	-	-	500 000	100%
III. Training	750 000	840 000		100%
IV. Grants & Subsidies	14 470 000	15 200 000		100%
V. Credit, Guarantee Funds	2 020 000	1 350 000		100%
Unallocated	2 130 000	2 130 000		
<b>TOTAL</b>	<b>21 250 000</b>	<b>21 250 000</b>	<b>500 000</b>	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Equipment & Materials” under Category II, includes eligible expenditures incurred related to: office rehabilitation, equipment/material and M&E for social Fund offices at district level under the sub-component 3.2.

“Consultancies-Loan” means eligible expenditures incurred related to technical assistance and research and studies.

“Consultancies-Grant” means eligible expenditures incurred related to surveys, studies management, coordination and support for NTP-NRD 2 implemented by Ministry of Agriculture and Rural Development.

“Training” means eligible expenditure incurred related to capacity building for implementing agencies (Provincial implementing agencies, districts, communes, Women Development Funds).

“Grant & Subsidies” means eligible expenditure incurred related to (i) civil works about USD 10.6 million for each province; (ii) CIG co-financing about USD 3.4 million for each province (iii) APIF about USD 1.5 million for each province and (iv) about USD1.45 million is allocated for forest land allocation in Bac Kan province.

“Credit Guarantee Funds” means on-lending through Women Development Funds.

# Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
<i>Goal:</i> Contribute to sustainable poverty reduction in B c K n and Cao B ng	<ul style="list-style-type: none"> <li>by Project-end, 25% reduction in the multi-dimensional poverty rate for 16,000 HHs considered poor and near poor in Project area.</li> </ul>	0	10%	20%	Baseline, periodic and impact evaluation surveys; DoLISA statistics	Project start, mid-term and end-Project	Project Coordination Office (PPCO)	
<i>Development Objective:</i> Sustainably improved income and reduced climate vulnerability of poor and near-poor farm households in targeted Project communes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>20% improvement in household assets ownership index above non-Project provincial commune average by Project-end for at least 30,000 HHs in Project area.</li> <li>At least 14,000 poor smallholder HHs whose climate resilience score<sup>1</sup> has been increased by 30% (gender and ethnic minority disaggregated).<sup>2</sup></li> </ul>	0			Baseline, periodic and impact evaluation surveys; Provincial statistics	Project start, mid-term and end-Project	PPCO	<ul style="list-style-type: none"> <li>Multi-dimensional poverty approach is introduced by MoLISA, increasing accuracy of poverty indicator</li> <li>Socio-economic conditions remain reasonably stable in the project area and climatic disasters are manageable</li> <li>Macro-economy continues to improve.</li> <li>Business regulatory system improves</li> </ul>
		0	10%	25%	Same as above	Same as above	DARD	
<i>Outcome 1 Province-based Participatory Planning Institutionalised</i> <i>Legislated provincial socio-economic and commodity development planning is holistic, participatory, climate adapted and market oriented.</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least 80% of provincial communes and districts prepare medium-term climate-adapted MOP-SEDPs</li> </ul>	0	Partial	Yes	Government decision Project M&E System	start, mid-term and end- Project	MoNRE with DARD and PPC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Provincial governments committed to participatory market-led socio-economic development planning;</li> <li>Provincial governments committed to improving competitiveness index</li> <li>CC planning is strengthened and prioritized;</li> <li>Gov. issues enabling decrees for integration of CC and market orientation into SEDP</li> </ul>
<i>Output 1 Strategic Investment Plan</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least 10 new commodity-based VC Strategic Investment Plans prepared;</li> </ul>	0	10	10	Project M&E records	Annual	DPI with input by DARD and DoIT	<ul style="list-style-type: none"> <li>Adequate skills available from local /national service providers.</li> </ul>

<sup>1</sup> a resilient household is anticipated to exhibit, *inter alia*, the following characteristics: i) diversified livelihood and income streams; ii) improved natural resource and risk management based on better access to knowledge and adoption of CCA land and water conservation practices; iii) membership of social networks such as common interest groups (CIGs) and saving and credit groups (SCGs); iv) ability to access credit; v) protection from some climatic hazards as a result of small-scale community infrastructure; and vi) direct engagement in village and commune level planning, and influence on provincial financial allocations. These criteria will, amongst others, be developed as a score card to measure change. Using these resilience characteristics, and drawing on emerging procedures for measuring household resilience in Viet Nam and the SE Asia region, the Project will develop a weighted scorecard to measure changes in household resilience.

<sup>2</sup> Indicator from ASAP

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
<i>Output 2 Provincial climate change action plan</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>National peer reviewed CC adaptation communication and dissemination Project for CCA and MOP-SEDP prepared.</li> </ul>	0	Yes	Yes	Provincial records Project M&E records	Project start, mid-term and end-Project	PCCAB and PPCO	<ul style="list-style-type: none"> <li>VDBs, CPCs and DPCs can acquire &amp; retain appropriate skills for effective climate adapted MOP-SEDP procedures.</li> </ul>
<i>Output 3 Climate-adapted, market-oriented and results-based SEDPs</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Project provinces have the legislative base, guidelines, tools and staff capacity for district and commune MOP-SEDP implementation;</li> </ul>	0	Yes	Yes	Commune, district and provincial records.	Project start, mid-term and end-Project	DPI with input by DoNRE	<ul style="list-style-type: none"> <li>Ethnic people enabled to participate;</li> <li>Inter-institutional coop. and articulation is maintained and reasonably effective</li> </ul>
<i>Outcome 2 A greener agriculture future Climate change adaptation technology provide mitigation co-benefits</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least 20,000 farm HHs (66% of project beneficiaries) sustainably adopting two or more climate change adaptation technology or practices</li> </ul>	0	30%	100%	DARD and DoNRE CC adaptation & mitigation records; REDD databases	Project start, mid-term and end-Project	DoNRE ad DARD	
<i>Output 4 Forest land and forest allocation</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Forest land and forest use rights for 17,000 ha of forest transferred to private HHs in B c K n</li> </ul>	??	40%	100%	Commune, DoNRE and DARD records	Annual	DoNRE & DARD	
<i>Output 5 Common Interest Groups for climate adaptation</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Members of up to 900 B c K n and 1,000 Cao B ng climate-adapted commodity-based CIGs trained in climate adapted technologies and practices.</li> </ul>	0	40%	100%	Project M&E system	Annual	PPCO	
<i>Outcome 3 Profitable farms linked to finance and markets Increased public and private investment in sustainable, profitable commodity production and value addition</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>SCGs maintain a minimum annual saving rate growth of at least 15% over base-year savings and &lt; 5% non-performing loans in their portfolios</li> </ul>	0	Yes	Yes	WU records Project M&E system	Annual	WU & PPCO	<ul style="list-style-type: none"> <li>MOP-SEDPs are prepared and implemented at field level;</li> <li>Project financing is disbursed in time to support field impl.;</li> <li>Productivity improvements are in areas with continued growth in market demand.</li> <li>Smallholders receive fair terms of trade for their products;</li> <li>Farmers are unwilling to adopt recommended methods and technologies;</li> <li>Technical service support system is strengthened and responds to the grassroots level needs;</li> <li>Provincial gov. integrate commune level NTP funding into the MOP-SEDP process</li> <li>Financial service providers</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Of US\$41 million invested in commodity-targeted, climate- adapted infrastructure, commodity production and enterprises development in Project communes, at least 70% of investments show an IRR &gt; 10%</li> </ul>	0	\$5 mil	\$41 mil	Business financial records Case studies M&E system	Annual	PPCO	
<i>Output 6 Community infrastructure</i>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Seventy project communes have Commune Infrastructure Supervision Boards capable of supervising, inspecting and maintaining infrastructure activities in their communes by end-PY2.</li> </ul>	0			CPC records Project M&E system	Annual	DPI	

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
<i>Output 7</i> Rural financial services	<ul style="list-style-type: none"> <li>6,200 new HHs in B c K n and 3,300 new HHs Cao B ng become members of WSCGs.</li> </ul>	0	3000 BK 1500 CB	6200 BK 3300 CB	WU records Project M&E systems	Project start, mid-term and end-Project	Women's Development Funds (WDF)	<ul style="list-style-type: none"> <li>remain interested to invest in Project targeted commodity chains;</li> <li>Gov. completes the regulatory framework for the implementation of MFI legislation</li> </ul>
<i>Output 8</i> Agribusiness Promotion Investment Fund (APIF).	<ul style="list-style-type: none"> <li>At least 12 CIG-linked enterprise applications for APIF funding approved in each province</li> </ul>	0	0	6 BK 6 CB	Surveys Project M&E systems	Annual	PPCO & DPIs	